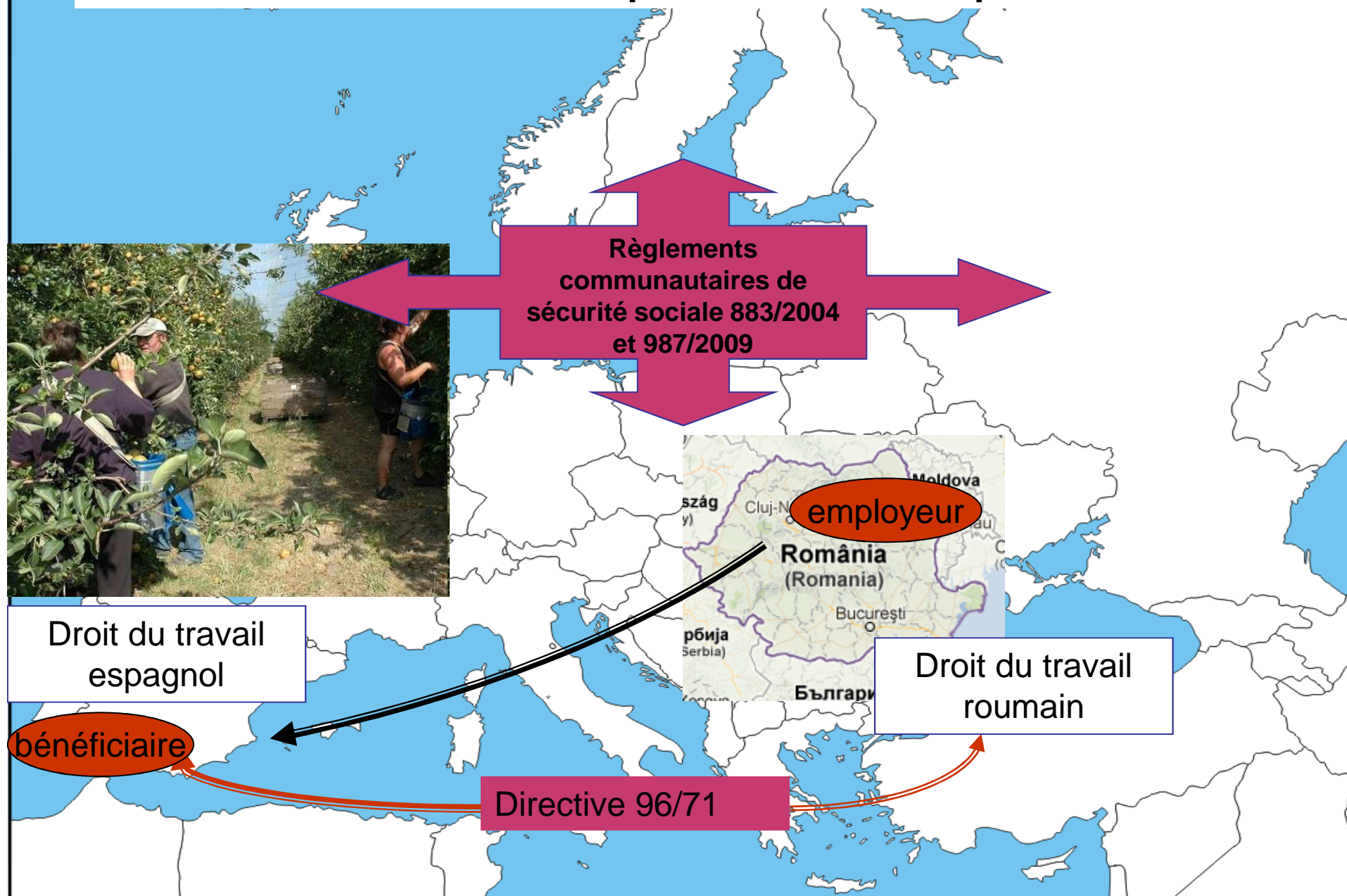




**L'information nécessaire en matière de  
détachement de travailleurs dans le secteur de  
l'agriculture**

Pour quels objectifs ?  
quels publics ?  
quels moyens ?

# Faciliter une opération complexe



# Les particularités du détachement dans le secteur agricole

- Importance des ressortissants d'Etats tiers
- Etat - Plaque tournante -> délivrance des autorisations de travail -> détachements
- Importance de l'interim
- Concurrence du travail saisonnier

A large orange circle with a black outline, containing the text "Quels effets ?".

Quels effets ?

**ESAF**  
Spécialiste en sexage avicole



accueil >  
société >  
**services >**  
contact >

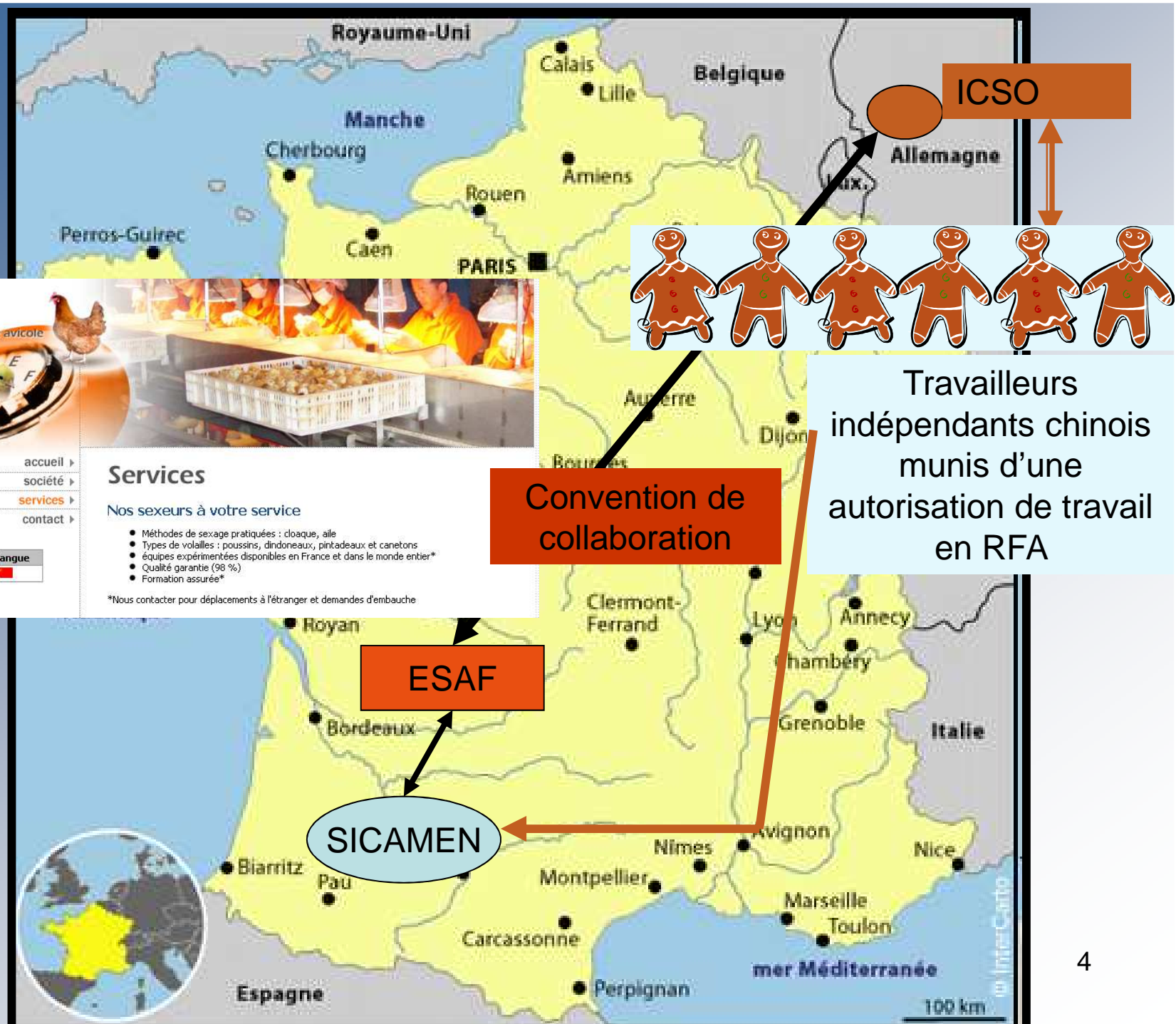
choisissez votre langue  


### Services

Nos sexeurs à votre service

- Méthodes de sexage pratiquées : cloaque, aile
- Types de volailles : poussins, dindonneaux, pintadeaux et canetons
- équipes expérimentées disponibles en France et dans le monde entier\*
- Qualité garantie (98 %)
- Formation assurée\*

\*Nous contacter pour déplacements à l'étranger et demandes d'embauche



**Des entreprises de travail temporaire recrutant des salariés dans les Etats tiers pour les mettre à disposition dans l'agriculture en Europe**



**Terra Fecondis**

Morbihan 27 septembre 2012

## «Un flibustier du travail temporaire »

- «un braconnier, un flibustier du travail temporaire», comme le désigne le procureur?
- Ou, comme l'assure son avocat, «un naïf qui ne maîtrise pas parfaitement les réglementations du droit du travail dans les différents pays d'Europe
- La société travaille en collaboration étroite avec deux autres entreprises: **l'une basée en Roumanie et la seconde en Bulgarie.**
- «L'activité principale de la société consistait à faire venir en France des travailleurs roumains et bulgares pour remplir des tâches de travail temporaire, essentiellement dans le domaine agricole dans le Morbihan, le Finistère et les Côtes-d'Armor »
- «La procédure montre très clairement que **les sociétés gérées par le prévenu sont des coquilles vides**», assure le procureur. «La majorité des contrats sont signés dans le pays de [Pontivy](#). **Les deux sociétés basées à l'étranger sont des sociétés fictives créées afin de détourner la législation concernant le travail temporaire en France, les charges n'étant pas les mêmes**». Le prévenu ne gère plus aucune des trois sociétés mais travaille aujourd'hui comme commercial pour deux sociétés roumaines.
- L'ex-gérant a finalement été condamné à un an de prison avec sursis, 10.000€ d'amendes dont 5.000 € avec sursis. Il devra également payer 1.000€ à l'Urssaf.

# Des intermédiaires

The screenshot displays the ALNEST website, which specializes in temporary employment and recruitment of Romanian workers in France, Belgium, and Switzerland. The top navigation bar includes links for 'videos' and 'Contact'. A prominent banner at the top reads 'RESUMÉ INTERVIEW GET THE JOB!' with the ALNEST logo and the tagline 'Priorité au travail'. Below this, the text 'ALNEST, agence de conseil France - Roumanie' is displayed. A yellow box contains a description of the agency's services. The main content area features a large banner with the text 'ROUMAINS EN FRANCE PAR INTÉRIM' and a woman giving a thumbs up. Below the banner, a navigation menu lists various categories, including 'Accueil', 'Travailleurs roumains', 'Travailleurs polonais', 'Travailleurs bulgares', and 'Travailleurs slovaques'. The footer includes the text 'Fabienne Muller – 2013- Université de Strasbourg'.

Contact :  
+33 (0) 6 22 76 34 14

**ALNEST, agence de conseil  
France - Roumanie**

ALNEST est une agence française de conseil et mise en relation des entreprises françaises, belges et suisses avec des agences d'intérim roumaines spécialisées dans le **détachement temporaire et le recrutement de main d'œuvre roumaine en France, Belgique et Suisse**, dans divers secteurs comme le **bâtiment, industrie, hôtellerie**.

**Vous avez besoin de main d'oeuvre, rien de nous occupons de tout !**

**ROUMAINS EN FRANCE PAR INTÉRIM**

Agence de conseil et mise en relation des entreprises françaises et roumaines spécialisées dans le détachement temporaire.

You are here: Home

**This Site**

- Accueil
- Travailleurs roumains
- Travailleurs polonais
- Travailleurs bulgares
- Travailleurs slovaques

**Interim Roumanie**

**La Roumanie est le plus gros exportateur en Europe de main d'œuvre qualifiée ou non qualifiée.**

Les travailleurs Roumains sont caractérisés par:

- Leur motivation pour le travail
- Leurs qualifications

# Pour quels objectifs?

- **Clarifier la notion de détachement**

- Respect des droits sociaux
- Sécuriser les entreprises prestataires
- Sécuriser les entreprises destinataires
- Faire appliquer les règles dans l'Etat d'accueil au vu de celles applicables dans l'Etat d'envoi

} Dumping social

} Risques de sanctions

} + Dumping social

} Corps de contrôle

# Les besoins d'information des entreprises: sécuriser le contrat

- De l'entreprise prestataire

- Règles à respecter avant le départ
- Règles applicables dans l'Etat d'exécution de la prestation
- Documents sollicités par les corps de contrôle
- Sanctions encourues

- Des entreprises destinataires

- Réalité et fiabilité de l'entreprise avec laquelle elle contracte
- Identifier les entreprises abusant des règles en matière de détachement
- Règles à respecter
- Documents exigibles
- Contrôles à effectuer
- Sanctions encourues

# Un viticulteur condamné à de la prison ferme pour travail illégal

- l'entrepreneur domicilié à Sept-Saulx (Marne) avait créé une société en Pologne par laquelle il employait des centaines de ressortissants polonais non déclarés en France pour les vendanges de plusieurs maisons de champagne



l'avocat du viticulteur: «*Le tribunal n'a pas voulu appliquer la directive communautaire «Bolkestein» sur la liberté du travail au motif que la France ne l'a pas transposée dans le code du travail et applique les anciennes directives*»,

# Les besoins d'information des salariés détachés et des OS

- Salaires applicables
- Durée du travail yc heures supplémentaires
- Prise en charge des frais de transports et d'hébergement
- Prise en charge en cas de maladie et d'accidents du travail
- Qualité de l'Entreprise destinataire (employeur délégué ou non)



# Les besoins d'information et de coopération

- Des corps de contrôle
  - Absence de représentant sur place
  - Identification de l'entreprise
  - Activité réelle dans l'Etat d'origine
  - Règles comparables dans Etat d'envoi
  - Statut de l'entrepreneur « indépendant »
  - Valeurs des documents produits (A1, certificats aptitude médicale..)
  - Non respect des règles : Poursuites



Comment ?

Sites internet  
Coopérations nationales et  
transnationales

# Les sites internet

De l'Etat d'envoi  
De l'Etat d'accueil  
À l'échelle européenne

Des administrations  
publiques

Partenaires sociaux  
Institutions

# Le contenu des sites internet des administrations publiques

[Les règles applicables sur le lieu de travail : Portugal](#)

[Les droits et obligations en sécurité sociale](#)

[Les règles applicables en Pologne](#)

[Le contrôle des agences d'interim dans l'Etat d'établissement](#) : Pologne

# Des guides à destination des nationaux:

<http://www.mmuncii.ro/old/ro/articole/0000-00-00/documente-rapoarte-si-alte-materiale-relevante-256-articol.html>

GUVERNUL ROMÂNIEI  
Ministerul Muncii, Familiei  
și Protecției Sociale

Prima Pagină | Legislație | Proiecte în dezbateră | C O R | Nomenclatorul Calificărilor | Contact | Dezbateri publice

Cautare  OK

Documente, rapoarte și alte materiale relevante

« Înapoi

- Informații privind Organizația non-guvernamentală MIGRADA
- Ghidul de asistență medicală pentru cetățenii români care călătoresc în străinătate
- Ghidul lucrătorului român în Grecia
- Ghidul lucrătorului român în Germania
- Ghidul lucrătorului român în Belgia
- Detașarea lucrătorilor în spațiul comunitar
- Bun Venit în România! Ghid de informare pentru cetățenii din state terțe

PROGRAMUL DE GUVERNARE 2012

» 2012-Anul European al Îmbătrânirii Active și al Solidarității între Generații ( AEIA 2012 )

» Anunțuri

» Concursuri

» Achiziții publice

» INFORMAȚII DE INTERES PUBLIC

» MMFPS partener oficial al Comitetului Național Paralimpic

» Buletin Statistic

# L'idéal: un site dédié, des rubriques clés

[zoll.de](http://zoll.de)



The screenshot shows the Zoll.de website. On the left is a sidebar with a circular logo that says "GRENZENLOSER EINSATZ FÜR DEUTSCHLAND!" and the Zoll logo. Below the logo are six buttons: "Minimum wage", "Overtime premiums", "Length of holidays", "Vacation bonus", "Holiday pay", and "Employees' obligations in the case of inspections". The main content area has a header with "Der Zoll informiert" and a navigation bar with "Home", "About this site", and "FAQs". Below the navigation bar is a breadcrumb trail: "Customs online > Posting of workers > Information for workers". The main heading is "Information for workers". The text below reads: "In certain sectors you are entitled to a minimum wage and possibly to additional under a collective wage agreement in addition to your statutory holiday entitlement. We inform you on your rights and obligations as employees." There is a section titled "Minimum wage" with the text "You are entitled to a minimum wage in certain sectors." and a link "more".

**Minimum wage**

**Overtime premiums**

**Length of holidays**

**Vacation bonus**

**Holiday pay**

**Employees' obligations in the case of inspections**

Home About this site FAQs

Customs online > Posting of workers > Information for workers

### Information for workers

In certain sectors you are entitled to a minimum wage and possibly to additional under a collective wage agreement in addition to your statutory holiday entitlement. We inform you on your rights and obligations as employees.

#### Minimum wage


You are entitled to a minimum wage in certain sectors.  
[more](#)

**L'idéal :  
Le guichet  
unique et  
ses liens**

Portal **belgium.be**  
Official information and services

News ○ Ad


Home ▶ **Work** ▶ Posting workers to Belgium

**Work** [showes](#) 

- Coming to work in Belgium
- Posting workers to Belgium**
- Employment legislation
- Gross salary/net salary
- Jobs and training
- Student jobs


### Posting workers to Belgium

Posting enables employers to send their staff abroad to work for a limited period of time (in principle, 12 months). The relationship between the employer and the posted worker is maintained for the duration of the posting. A foreign employer may thus post workers to Belgium provided that the working conditions in force in Belgium are respected.

[More info on posting workers to Belgium](#) , on the site of the Federal Public Service Employment, Labour and Social Dialogue


### Regulation

The rules for posting workers have been established in a European directive (the Directive 96/71/EC), which has been transposed into Belgian law.

[More info on the European directive concerning the posting of workers](#) , on the European Union portal.


### Social security of posted workers

In the event of posting, a salaried worker continues to be subject to the social security scheme of the country in which he is normally employed. At the same time he is exempted from the scheme in the host country.

[More info on the Social Security aspects of posting](#) , on the Social Security portal (in French)

### Formalities

The foreign employer who wishes to post one of his employees in Belgium must submit a compulsory electronic declaration known as the Limosa declaration.

[More info on the compulsory Limosa declaration](#) , on the Social Security portal

Fab  
Univ

# Les sites de dimension européenne

Donner les informations clés

Un guide élaboré par l'UE pour comprendre les règles  
en matière de SS

Un site pour identifier les bureaux de liaisons

<http://www.posting-workers.eu> : le site des partenaires sociaux européens de la construction

The screenshot shows the website's header with logos for FIEC (European Construction Industry Federation) and EFBWW (European Federation of Building and Woodworkers). The navigation menu includes Home, Countries, Themes, Search, and Links. The main content area features a sidebar on the left titled 'Download Report Chapter by chapter' with links for four categories: 1. Mandatory declarations, 2. Minimum wages, 3. Wage supplements and allowances, and 4. Maximum working time and minimum rest. Each category has buttons for 'en' and 'ro'. The main section is for Romania, featuring the Romanian flag, the word 'Romania', and a button for 'Social Partners'. Below this are two download links: 'Download full report in English' and 'Download full report in original language', each with a download icon. A small image of a construction site is also visible.

Download Report Chapter by chapter

- 1. Mandatory declarations [en](#) [ro](#)
- 2. Minimum wages [en](#) [ro](#)
- 3. Wage supplements and allowances [en](#) [ro](#)
- 4. Maximum working time and minimum rest [en](#) [ro](#)

  
**Romania**

To contact national social partners, please click below

 Social Partners 

[Download full report in English](#) 

[Download full report in original language](#) 



<http://www.eurodetachment-travail.eu/>

- Des données ciblées fournies par les partenaires du projet
- Des [guides](#)
- Des accords bilatéraux de coopération

# L'information via la coopération

Les bureaux de liaisons  
IMI

Accords bilatéraux internationaux  
Les réseaux transfrontaliers

## Les bureaux de liaisons: art 4 directive 96/71

- « les États membres, conformément aux législations et/ou pratiques nationales, désignent un ou plusieurs bureaux de liaison ou une ou plusieurs instances nationales compétentes »
- « Les États membres prévoient une coopération entre les administrations publiques [--] Cette coopération consiste en particulier à **répondre aux demandes d'informations motivées de ces administrations publiques relatives à la mise à disposition transnationale de travailleurs, y compris en ce qui concerne des abus manifestes ou des cas d'activités transnationales présumées illégales** »
- L'assistance physique fournie aux usagers: hotline, guides, brochures

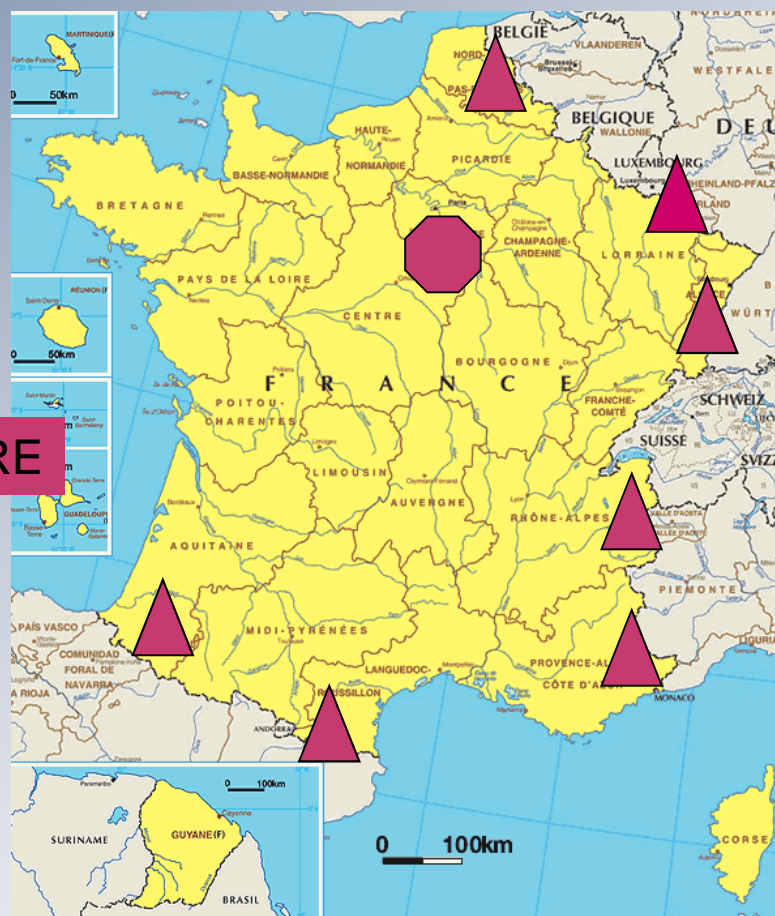
# La coopération en matière d'information: article 4 de la directive 96/71



BL NATIONAL



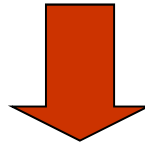
BL DECONCENTRE



# IMI : Internal Market Information System

- Usages: exemple

- Identification de l'Activité d'une entreprise établie en Roumanie(demande France )



- Pas d'activité d'interim en Roumanie (réponse autorités roumaines )

# Quels autres usages de IMI?

- IMI: Règlement N o 1024/2012 du 25 octobre 2012
  - Considérant 17:

« Bien que l'IMI soit, par essence, un outil de communication réservé à la coopération administrative entre autorités compétentes et non accessible au grand public, **il peut se révéler nécessaire de mettre au point des dispositifs techniques qui permettent à des participants externes, tels que des citoyens, des entreprises et des organisations, d'interagir avec les autorités compétentes afin de fournir des informations, de récupérer des données ou d'exercer leurs droits en tant que personnes concernées** ».
  - sous réserve des protections des données et interfaces publiques totalement indépendantes, sur le plan technique, de l'IMI, auquel seuls les utilisateurs IMI devraient avoir accès.

# Le développement des accords bilatéraux

## **Belgique-Portugal**

*Arrangement du 7 août 2009*

## **Belgique-Luxembourg**

*Arrangement administratif du 8 juillet 2008*

## **Belgique-Pologne**

*Arrangement du 11 octobre 2007*

## **France –Espagne**

*Déclaration commune du 22 septembre 2010*

## **Luxembourg- Pologne**

*Arrangement du 29 juin 2010*

## • **Objectifs**

- Assurer la protection efficace de l'emploi et de la sécurité et de l'hygiène des conditions de travail des salariés détachés

## • **Moyens**

- échanger tous les renseignements utiles pour l'exercice des missions de contrôle des inspecteurs du travail
- Echanges sur les suites : amendes, sanctions administratives, suites judiciaires
- Mise en place d'outils spécifiques : fiche de liaison
- Actions de contrôle coordonnées
- Actions de coopération portant sur l'information des entreprises et des travailleurs

# Accords visant le détachement et le travail illégal

## **France - Italie**

*Déclaration de coopération 27 sept 2011*

## **France-Bulgarie**

*Accord de coopération transfrontalière 30 Mai 2008*

## **France-Pays-Bas**

*Accord de coopération administrative 15 Mai 2007*

## **France-Belgique**

*Arrangement de coopération administrative du 9 mai 2003*

## **France – Luxembourg**

*Déclaration de coopération du 15 février 2011*

## **Espagne- Portugal**

*acuerdo de intercambio de informacion y  
cooperation  
3 oct 2003*

## **Espagne - Roumanie**

*Protocole d'entente et de collaboration 4 mai 2009*

Assistance mutuelle  
Echanges d'informations  
Coordination  
Compréhension réciproque  
Identification des autorités  
concernées

**MEMORANDUM OF UNDERSTANDING AND COLLABORATION ON INFORMATION  
EXCHANGE AND COOPERATION BETWEEN THE LABOUR INSPECTION IN  
ROMANIA AND THE LABOUR AND SOCIAL SECURITY INSPECTORATE IN SPAIN**

4 mai 2009

The *Signatory Parties* shall support each other, especially in checking whether, inter alia, the posting undertaking/enterprise owns sufficient material and human infrastructure for developing its activity and whether it carries out a significant activity in the Member State of origin.

*Signatory Parties* shall support each other in checking whether the posted workers from third country have a work permit in the Member State of origin of the undertaking/enterprise posting a worker.

3. In case **accidents at work** have occurred on the territory of one of the two States, affecting the workers of an undertaking from the other State, the *Signatory Party* from the State the event has taken place in shall inform the one of the State of origin, ex officio or upon the latter's request, on the result of the investigation and on the measures taken following those accidents.

4. The *Signatory Parties* may request help to each other in the **identification of the undertakings/enterprises** involved in the investigation process.

, in **determining the validity of the social and work papers** handed by employers or workers.